



TARN-ET-GARONNE
LE DÉPARTEMENT.fr

Compte-rendu d'exercice
à M.le président pour
Réunion orientations
du 14 décembre 2021

Envoyé en préfecture le 24/12/2021

Reçu en préfecture le 24/12/2021

Affiché le 24/12/2021

ID : 082-228200010-20211214-CD20211214_6-DE

ANNEXE

**ÉTAT DES CONTENTIEUX AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ACTION OU D'UNE DÉCISION
DEPUIS LA RÉUNION « DÉCISION MODIFICATIVE » DU 27 OCTOBRE 2021**

Préambule

Sous le vocable contentieux, sont répertoriées les affaires qui ont donné lieu à la saisine d'une juridiction pour le règlement d'un litige mettant en cause la personne publique et/ ou l'activité administrative. Ne sont pas répertoriés les recours gracieux (réclamation adressée directement à l'administration), les recours hiérarchiques et les recours administratifs obligatoires qui sont des préalables à l'action contentieuse.

Par essence, les contentieux vont concerner, au principal, la juridiction administrative de droit commun (Tribunal administratif, Cour Administrative d'Appel et Conseil d'Etat) qui dispose d'une compétence exclusive pour connaître des recours en annulation et en réformation des actes des autorités publiques.

En matière sociale, les juridictions administratives spécialisées (Commission départementale et commission centrale de l'aide sociale, Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale) ont été supprimées. A compter du 1er janvier 2019, en application de la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21e siècle, le contentieux anciennement dévolu aux commissions d'aide sociale est réparti entre le Tribunal de Grande Instance et le tribunal administratif. A noter que les jugements rendus en matière de revenu de solidarité active peuvent seulement faire l'objet d'un pourvoi en cassation, la voie de l'appel (cour administrative d'appel) ayant été supprimée.

La classification des contentieux repose sur les deux types de recours exercés devant le juge administratif : le contentieux de "l'excès de pouvoir" (contentieux de l'annulation de la décision administrative) et le "contentieux de pleine juridiction" (responsabilité, droit du contrat, condamnation pécuniaire). Aucun déféré préfectoral relevant du contentieux de l'excès de pouvoir n'est recensé.

Les matières relevant par nature du juge judiciaire sont constituées des litiges relatifs à la protection de la propriété privée, à la gestion du domaine privé, à l'état et à la capacité des personnes (sauf textes contraires). A ce titre, il appartient au juge civil de connaître de la répartition entre obligés alimentaires de leur contribution à l'aide sociale.

Demandeur et Date de la requête	Problématique	Procédure	N° Tribunal	N° dossier
1 – Contentieux du personnel				
Mme X... Conservateur en chef 23 janvier 2020	Demande de mise en conformité du poste aux fonctions de conservateur en chef.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du Département du 7 octobre 2021.	2000411	1
Mme X... Attaché territorial 3 mai 2020	Action en contestation de l'arrêté nommant l'agent au grade d'attaché territorial.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du Département du 2 novembre 2021.	2002025	2
Mme X... Attaché territorial 5 juillet 2021	Demande de versement de la nouvelle bonification indiciaire de manière rétroactive.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du Département du 10 novembre 2021.	2003029	3
M. X... Adjoint technique territorial 14 juin 2021	Action en contestation de l'arrêté infligeant un blâme à l'agent	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en défense du Département du 8 octobre 2021	2103549	4
2 – Contentieux des agréments				
Mme X... Assistante familiale 8 avril 2020	Action en indemnisation de la perte invoquée de revenus.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse numéro 2 du Département le 29 octobre 2021.	2001814-3	5
Mme X... Assistante familiale 9 décembre 2020	Action en indemnisation de la perte de revenus pendant la suspension de l'agrément de Mme X...	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 3 novembre 2021.	2006331-2	6
SARL Bébé crèche 20 octobre 2021	Action en référé tendant à la suspension de l'arrêté préfectoral portant fermeture provisoire de plusieurs établissements (le Département est observateur)	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 29 octobre 2021. ° <i>Tribunal administratif</i> : L'Ordonnance du Tribunal administratif rendue le 5 novembre 2021 suspend l'exécution de l'arrêté.	2106086	7

3 – Contentieux des aides et prestations et contentieux connexes (Aide sociale à l'enfance, Aide sociale aux personnes âgées, Aide Personnalisée d'Autonomie – APA, revenu de solidarité active -RSA, obligation alimentaire)

3.1 – Obligation alimentaire

Département 29 mars 2021	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...).	° <i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Jugement rendu le 13 octobre fixant la contribution alimentaire.		8
Département 29 avril 2021	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier de Madame X...).	° <i>Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance :</i> Jugement rendu le 22 octobre fixant la contribution alimentaire.		9

3.2 – Revenu de solidarité active – RSA

Madame X... 13 décembre 2019	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif :</i> Jugement rendu le 20 octobre 2021 : rejet de la requête de Madame X...	1906729-7	10
Madame X... 20 novembre 2019	Action en contestation du titre de recettes portant sur l'amende administrative infligée à Madame X...	° <i>Tribunal administratif :</i> Jugement rendu le 30 septembre 2021 : annulation du titre de recettes.	1906479-7	11
Monsieur Y... 5 décembre 2019	Action en contestation d'un indu RSA.	° <i>Tribunal administratif :</i> Jugement rendu le 27 octobre 2021 : rejet de la requête de Monsieur Y...	1907082-7	12
Monsieur Y... 22 mai 2020	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 25 août 2020 et envoi complémentaire le 25 octobre 2021.	2002255-7	13

Madame X... 12 août 2020	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 27 octobre 2020 et envoi complémentaire le 20 octobre 2021.	2004018-7	14
Monsieur Y... 3 août 2020	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 30 septembre 2020 et envoi complémentaire le 26 octobre 2021.	2003845-7	15
Madame X... 30 août 2021	Demande d'annulation d'une amende administrative infligée à Madame X...	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 20 octobre 2021.	2104675-7	16
Madame X... 22 octobre 2021	Action en contestation d'un refus de remise de dette.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 10 novembre 2021.	2100055-7	17
3.3 – Aide personnalisée à l'autonomie				
Madame X... 11 mars 2021	Recours contre la décision du Président du Conseil Départemental rejetant la demande d'allocation personnalisée d'autonomie de Madame X...	° <i>Tribunal administratif</i> : Ordonnance du 26 octobre 2021 actant le désistement d'office de la Madame X...	2101646	18
4.1 – Carte mobilité inclusion-personnes handicapées – mention invalidité				
Monsieur Y... 5 août 2021	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention invalidité / Priorité.	° <i>Tribunal judiciaire</i> : Mémoire en réponse du Département le 30 septembre 2021.		19
4.2 – Carte mobilité inclusion-personnes handicapées – mention stationnement				
Monsieur Y... 28 juillet 2020	Action en contestation de la décision de rejet de la carte mobilité inclusion – mention stationnement.	° <i>Tribunal administratif</i> : Mémoire en réponse du Département le 4 octobre 2021.	2003838	20